



Organisation
mondiale de la Santé

APPEL D'OFFRES

Appel d'offres

Référence de l'offre

ITB/SEC/005/2021

Nom de l'unité

SEC

Date limite

08 Septembre 2021

1. INTRODUCTION

1.1. À propos de l'OMS

1.1.1. Énoncé de mission de l'OMS

L'Organisation mondiale de la Santé a été créée en 1948 en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies. L'objectif de l'OMS (www.who.int) est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible. La santé, telle que définie par la Constitution de l'OMS, est un état de complet bien-être physique, mental et social, et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité. L'OMS a pour fonction principale d'agir en tant qu'autorité directrice et coordonnatrice, dans le domaine de la santé, des travaux ayant un caractère international.

1.1.2. Structure de l'OMS

L'Assemblée mondiale de la Santé est le principal organe directeur de l'OMS. Elle se réunit généralement à Genève en mai de chaque année et se compose de délégations représentant les 194 États Membres. Sa fonction principale est de déterminer les politiques de l'Organisation. En plus de ses fonctions de santé publique, l'Assemblée de la Santé nomme le Directeur général, supervise les politiques financières de l'Organisation, et examine et approuve le projet de budget programme. Elle examine également les rapports du Conseil exécutif de l'OMS, auquel elle donne des directives sur des questions sur lesquelles d'autres mesures, études, enquêtes ou rapports peuvent être nécessaires.

Le Conseil exécutif se compose de 34 membres élus pour un mandat de trois ans. Le Conseil exécutif a pour fonctions principales d'appliquer les décisions et les politiques de l'Assemblée mondiale de la Santé, de la conseiller et, plus généralement, de faciliter son travail. Le Conseil se réunit normalement deux fois par an ; une réunion se tient habituellement en janvier et la seconde en mai, après l'Assemblée mondiale de la Santé.

Le personnel du Secrétariat de l'OMS compte quelque 8400 membres répartis entre le Siège de l'Organisation à Genève, les six bureaux régionaux et les pays. Le Secrétariat est dirigé par le Directeur général, qui est nommé par l'Assemblée mondiale de la Santé sur proposition du Conseil exécutif. Le chef de chaque bureau régional est un Directeur régional. Les Directeurs régionaux sont nommés par le Conseil exécutif en consultation avec le comité régional compétent.

1.2. Contexte

Le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la Santé en Afrique a son siège à la cité du Djoué à Brazzaville en République du Congo. Les installations du Bureau régional, abritent les bureaux, des salles de conférence, des restaurants, une bibliothèque, une imprimerie, des installations sportives, des entrepôts, une soute à carburant (Diesel), un garage automobile de grande capacité, des ateliers, une clinique, les résidences du personnel composées des villas et blocs d'immeubles avec des appartements où existe un système d'alimentation en gaz butane. Eu égard au niveau de risques incendies élevé et à l'éloignement du Bureau régional du centre des Sapeurs Pompiers de Brazzaville, l'acquisition d'un véhicule anti-incendie s'avère nécessaire. Ce véhicule sera destiné aux opérations de premiers secours contre les incendies, dans le cadre des mesures de sécurité et de sûreté des membres du personnel, de leurs familles, des usagers et des biens à l'intérieur des installations du Bureau régional.

1.3. Objectif de l'appel d'offres

L'objet du présent appel d'offres est de conclure un accord contractuel avec un adjudicataire pour la fourniture des biens suivants : **ACHAT D'UN VEHICULE ANTI INCENDIE AU BUREAU REGIONAL DE L'OMS (OMS/AFRO).**

L'OMS est une organisation qui dépend des contributions budgétaires et extrabudgétaires qu'elle reçoit pour l'exécution de ses activités. Les soumissionnaires sont donc priés de proposer la meilleure et la plus économique des solutions pour répondre aux exigences de l'OMS, tout en assurant un haut niveau de service.

Saisir du texte

2. Spécifications

Les soumissionnaires sont tenus de prendre connaissance de tous les formulaires, instructions, spécifications et conditions contenus dans le document d'appel d'offres de l'OMS. Le non-respect des instructions contenues dans ces documents sera au risque du soumissionnaire et peut avoir une incidence sur l'évaluation des offres ou entraîner le rejet de son offre.

2.1. Caractéristiques du fournisseur

Les soumissionnaires doivent fournir toutes les informations et tous les documents requis aux sections 2.1.1 à 2.1.4 et cités à l'annexe 4.

Saisir du texte

2.1.1.Certifications

Saisir du texte

2.1.2.Expérience

Saisir du texte

2.1.3.Capacité logistique

Saisir du texte

2.1.4.Capacité de stockage

Saisir du texte

2.2. Exigences

Toutes les exigences énumérées dans la présente section doivent être respectées par les soumissionnaires.

2.2.1.Exigences concernant la partie technique de l'offre

L'offre technique doit être soumise à l'aide de la fiche de proposition technique (annexe 1). Les soumissionnaires sont tenus de présenter les documents suivants dans le cadre de la partie technique de leur offre :

Fiche technique du véhicule proposé avec photos du véhicule extérieur et intérieur

2.2.2.Exigences concernant la partie commerciale de l'offre

La proposition financière doit être soumise à l'aide de la fiche de proposition financière (annexe 2). Les offres présentées sous un format tarifaire différent pourront être rejetées.

La devise utilisée dans la proposition est de préférence le dollar américain, mais toute autre monnaie convertible des Nations Unies est acceptable. Les prix ne doivent pas inclure la TVA.

Un prix doit être indiqué pour la valeur du véhicule en hors taxe
Toute remise sur quantité ou autre doit être clairement indiquée.

Les soumissionnaires doivent présenter leurs offres **avec les incoterm (INCOTERMS 2020)**.

Les soumissionnaires doivent indiquer explicitement ce qui suit :

- le délai d'exécution garanti du premier lot après réception d'un bon de commande approuvé ;
- Le temps d'attente moyen jusqu'à l'aéroport international désigné FCT et au port désigné FOB (INCOTERMS 2020).

Les prix proposés par les fournisseurs potentiels sont sujets à révision annuelle, y compris toute période de prolongation. Tout ajustement ou révision des prix n'est valable qu'à la suite d'un accord basé sur un avenant écrit signé par les deux parties.

3. INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

Les soumissionnaires doivent suivre les instructions énoncées ci-dessous dans la présentation de leur offre à l'OMS.

L'OMS n'est responsable d'aucune proposition ne respectant pas les instructions contenues dans cet appel d'offres, y compris la présente section 3, et l'OMS peut, à sa discrétion, rejeter toute proposition non conforme.

3.1. Langue de l'offre et des autres documents

L'offre élaborée par le soumissionnaire et tous les documents et correspondances échangés entre le soumissionnaire et l'OMS au sujet de l'offre sont rédigés en langue **Français ou anglais**.

3.2. Contenu de l'offre

Les soumissionnaires sont priés de **fournir un dossier complet**

L'offre comprend les propositions technique et financière complètes (annexes 1 et 2) et les pièces justificatives demandées (annexes 4, 5, 6 et **fiche technique et photo**).

Le soumissionnaire doit suivre la structure de l'offre décrite dans le présent document et, en outre, se conformer à toutes les instructions, conditions et spécifications figurant dans l'appel d'offres et soumettre tous les formulaires requis. Le non-respect de la structure de l'offre, des instructions, conditions et spécifications susmentionnées et/ou la non-soumission des formulaires susmentionnés seront aux risques du soumissionnaire et pourront affecter l'évaluation de l'offre.

3.3. Coût de la préparation des soumissions

Le soumissionnaire supportera tous les frais liés à la préparation et la soumission de l'offre, y compris le coût éventuel de l'examen de l'offre avec l'OMS, d'une présentation, de la négociation d'un contrat et d'éventuels voyages, entre autres.

L'OMS ne saurait en aucun cas être tenue pour responsable de ces dépenses, quel que soit le déroulement ou l'issue du processus de sélection.

3.4. Communication au cours de la période de l'appel d'offres

Toutes les demandes de clarifications sur des aspects techniques, contractuels ou commerciaux doivent être soumises **EXCLUSIVEMENT** via le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM) ou par mail afrgoafrobids@who.int au plus tard le [03/09/2021 à 14h00, **heure de Brazzaville**].

Les questions doivent être soumises via l'onglet « Correspondence » du portail UNGM et obligatoirement formulées de la façon suivante :

| Question n° | Références de l'appel d'offres (section/annexe n°...) | Texte de la question |
|-------------|---|----------------------|
|-------------|---|----------------------|

L'OMS répondra par écrit via l'onglet « Correspondence » du portail UNGM à toute demande de clarifications qu'elle recevra avant l'échéance indiquée ci-dessus. Un document de synthèse des réponses de l'OMS à toutes les questions (y compris une explication des questions, mais sans en dévoiler la source) sera envoyé à tous les soumissionnaires potentiels ayant reçu l'appel d'offres.

Il n'y aura pas d'exposé individuel de la part des soumissionnaires ni de réunions avec ceux-ci avant la date limite de soumission des offres. À compter de la date de publication du présent appel d'offres jusqu'à la sélection finale, aucun contact avec des responsables de l'OMS au sujet du processus d'appel d'offres n'est autorisé autrement que par l'envoi de questions selon le processus décrit ci-dessus et/ou un exposé ou une réunion éventuelle, à la demande de l'OMS, conformément aux dispositions du présent appel d'offres.

3.5. Offre conjointe

Deux entités ou plus peuvent former un consortium et soumettre une offre conjointe en vue de fournir ensemble les biens décrits dans l'offre. Une telle offre doit être soumise au nom de l'un des membres du consortium - ci-après désignée l'« organisation chef de file ». L'organisation chef de file sera chargée d'entreprendre toutes les négociations et discussions avec l'OMS et en sera le

principal point de contact. L'organisation chef de file et chaque membre du consortium seront conjointement et solidairement responsables de la bonne exécution du contrat.

3.6. Format et signature des offres

Les devis doivent être soumis en format PDF(signés, datés et scellés)

Seules les soumissions reçues via le portail UNGM et par mail afrgoafrobids@who.int seront examinées.

Les offres doivent être conformes aux instructions contenues dans le présent appel d'offres. Toutes les offres doivent être présentées via le portail de soumission électronique <https://ungm.intend.co.uk/who>, ou par mail.

Toutes les spécifications techniques et la documentation complète doivent être soumises par les mêmes moyens. Les offres soumises par d'autres moyens ne sont pas prises en considération.

3.7. Exclusion de la soumission d'offres par format papier

Seules les offres soumises via le portail UNGM et par mail seront acceptées par l'OMS. **En aucun cas, les offres ne doivent être soumises par d'autres moyens, y compris, notamment, par format papier.**

3.8. Durée de validité des offres

L'offre doit être valable pour une période de **180 jours civils** après la date butoir. Une offre valable pour une période plus courte pourrait être rejetée par l'OMS. Dans des circonstances exceptionnelles, l'OMS peut solliciter le consentement du soumissionnaire pour une prorogation de la période de validité. La demande et les réponses à celle-ci doivent être faites par écrit. Tout soumissionnaire accordant une telle prorogation ne sera, cependant, pas autorisé à modifier son offre.

3.9. Date limite de soumission des offres

Les offres doivent être soumises via le portail UNGM ou par mail afrgoafrobids@who.int avant le [08/09/2021 à 14h00, heure de Brazzaville].

Aucune soumission tardive ne sera ni possible ni acceptée. Les soumissionnaires sont donc invités à s'assurer qu'ils ont pris toutes les mesures nécessaires pour soumettre leurs offres suffisamment à l'avance de la date et de l'heure limites ci-dessus, y compris en se conformant à toutes les exigences techniques du système du portail UNGM.

L'OMS peut, à sa propre discrétion, proroger cette date limite de soumission des offres en avisant tous les soumissionnaires par écrit.

3.10. Modification et retrait des offres

Le soumissionnaire peut retirer son offre à tout moment après l'avoir déposée et avant l'ouverture des offres, sous réserve qu'un avis du retrait écrit et signé, téléchargé via l'onglet « Correspondence » du portail UNGM, soit reçu par l'OMS avant la date limite de soumission des offres.

Aucune offre ne peut être modifiée après la date limite de soumission des offres, à moins que l'OMS n'ait publié un amendement de l'appel d'offres permettant de telles modifications (voir la section 3.8).

Aucune offre ne peut être retirée entre la date limite de soumission des offres et la date d'expiration de la période de validité de l'offre.

3.11. Réception d'offres de la part de soumissionnaires non invités

L'OMS peut, à son entière discrétion, si elle l'estime nécessaire et dans l'intérêt de l'Organisation, étendre l'appel d'offres à des soumissionnaires non inclus dans la liste d'invitation initiale.

3.12. Modification de l'appel d'offres

L'OMS peut, à tout moment avant la date de clôture, pour quelque raison que ce soit, sur sa propre initiative ou en réponse à une demande de clarification de la part d'un soumissionnaire (potentiel), modifier l'appel d'offres par amendement écrit. Ces modifications peuvent concerner, entre autres, les spécifications et/ou la prorogation de la date de dépôt des offres. Tous les soumissionnaires potentiels ayant reçu l'appel d'offres directement de l'OMS seront notifiés par écrit de toutes les modifications apportées à l'appel d'offres et, le cas échéant, seront invités à modifier leur offre en conséquence.

3.13. Conduite et exclusion des soumissionnaires

Tous les soumissionnaires doivent respecter le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, disponible sur le lien suivant : [conduct_french.pdf \(un.org\)](#)

En outre, les soumissionnaires doivent présenter un formulaire de déclaration sur l'honneur signé et joint aux présentes en annexe 5.

Les soumissionnaires seront exclus si :

- ils sont en faillite ou en liquidation, leurs affaires sont sous administration judiciaire, ils ont conclu un accord avec des créanciers, leurs activités sont en suspension, ils sont l'objet d'une procédure sur ces questions ou ils sont dans une situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par la législation ou la réglementation nationale ;
- eux-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux font l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite d'êtres humains ;
- eux-mêmes ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur eux ont fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive pour irrégularité(s) financière(s) ;
- il devient évident pour l'OMS qu'ils se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant ou en n'étant pas en mesure de fournir les informations requises au titre de l'appel d'offres et/ou dans le cadre du processus d'évaluation des offres ; ou
- ils ont un conflit d'intérêts, tel que déterminé par l'OMS à sa seule discrétion.

L'OMS peut décider d'exclure des soumissionnaires pour d'autres raisons.

4. OUVERTURE ET ÉVALUATION DES OFFRES

4.1. Ouverture des offres

Après la date limite de soumission des offres, l'OMS ouvrira les propositions qui auront été reçues dans les délais.

L'OMS ouvrira les offres en présence d'un comité formé par ses soins. Il n'y aura pas d'ouverture d'offres publique.

4.2. Clarification des offres

L'OMS peut, à sa discrétion, demander à tout soumissionnaire des éclaircissements sur toute partie de son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse doivent être formulées par écrit. Aucun changement du prix ou du contenu de l'offre ne sera demandé, proposé ni autorisé durant cet échange.

4.3. Évaluation des offres

L'OMS examinera les offres pour déterminer si elles sont complètes, dûment signées et si elles remplissent les exigences énoncées à la section 2.2 : Exigences.

Une fois que l'OMS aura validé que les offres remplissent les exigences comme énoncé ci-dessus, l'OMS procédera à leur évaluation comme suit :

Evaluation technique :

Evaluation commerciale :

Toute offre que l'OMS considère techniquement irrecevable sera rejetée.

Veillez noter que l'OMS n'est tenue de retenir aucun soumissionnaire et peut rejeter toutes les offres. En outre, puisqu'un contrat sera adjugé sur la base de l'offre considérée comme la plus satisfaisante, en tenant compte des principes généraux de l'OMS, y compris l'économie et l'efficacité, l'OMS ne s'engage en aucune façon à sélectionner le soumissionnaire moins-disant.

4.4. Échantillons

L'OMS se réserve le droit de demander des échantillons gratuits et non remboursables pour des évaluations et des essais par elle-même ou son représentant, de l'article et/ou de l'emballage et du conditionnement, avant toute attribution. Les échantillons seront soumis à un examen technique et une analyse en laboratoire, le cas échéant. Les échantillons fournis à l'OMS ne seront pas retournés.

Si un soumissionnaire omet de fournir en temps opportun des échantillons ou des documents demandés par l'OMS, l'Organisation peut déclarer l'offre infructueuse.

Au cas où des échantillons sont requis, ils doivent être bien organisés et préparés pour faciliter leur inspection comme suit :

N/A

5. ATTRIBUTION DU CONTRAT

5.1. Attribution du contrat

L'OMS se réserve le droit de :

1. attribuer le contrat au soumissionnaire de son choix, même s'il n'est pas le moins-disant ;
2. attribuer des contrats distincts pour différentes parties du travail, des composants ou des éléments, à un ou plusieurs soumissionnaires de son choix, même s'ils ne sont pas les moins-disants ;
3. accepter ou rejeter toute offre, annuler la procédure d'invitation et rejeter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du contrat, sans pour autant encourir aucune responsabilité envers le ou les soumissionnaires concernés et sans aucune obligation d'informer le ou les soumissionnaires concernés des motifs de son action ;
4. attribuer le marché sur la base des objectifs particuliers de l'Organisation à un soumissionnaire dont la proposition est considérée comme répondant le mieux aux besoins de l'Organisation et de l'activité en question ;
5. ne pas attribuer de contrat du tout.

L'OMS a le droit d'éliminer des soumissions pour des raisons techniques ou autres tout au long du processus d'évaluation ou de sélection. L'OMS n'est en aucun cas tenue de révéler à l'un quelconque des soumissionnaires, ou d'en discuter avec lui, la façon dont une offre a été évaluée, de fournir d'autres informations relatives au processus d'évaluation ou de sélection ou d'indiquer les raisons de l'élimination d'un soumissionnaire.

NOTE : L'OMS **agit de bonne foi** en publiant le présent appel d'offres. Cependant, ce **document n'oblige pas l'OMS à conclure un contrat pour l'exécution d'un travail, ni pour la fourniture de produits ou de services.**

5.2. L'OMS a le droit de modifier le champ d'application ou les spécifications durant le processus d'évaluation ou de sélection

À tout moment au cours du processus d'évaluation ou de sélection, l'OMS se réserve le droit de modifier l'étendue des biens requis en vertu du présent appel d'offres. L'OMS notifie le changement uniquement aux soumissionnaires n'ayant pas été officiellement éliminés pour des raisons techniques à ce moment-là.

5.3. Droit de l'OMS d'engager des négociations

L'OMS se réserve aussi le droit d'entamer des négociations avec un ou plusieurs soumissionnaires de son choix, y compris notamment la négociation des termes des offres et/ou de la suppression de certains éléments requis en vertu du présent appel d'offres.

5.3.1. L'OMS a le droit d'étendre ou de réviser les spécifications au moment de l'attribution

L'OMS se réserve le droit au moment de l'attribution du contrat d'étendre, de réduire ou de réviser l'étendue des biens prévus au titre du présent appel d'offres sans aucun changement dans le prix de base ou d'autres modalités offertes par le soumissionnaire sélectionné.

5.4. Signature du contrat

Dans les 30 jours qui suivent la réception du contrat, le soumissionnaire retenu doit signer et dater le contrat et le retourner à l'OMS conformément aux instructions fournies à ce moment-là. Si le soumissionnaire n'accepte pas les clauses du contrat sans modification, alors l'OMS a le droit de ne pas poursuivre sa collaboration avec le soumissionnaire retenu et de conclure un contrat avec un autre soumissionnaire de son choix.

5.5. Publication par l'OMS des attributions de marchés

L'OMS se réserve le droit de publier (par exemple, sur la page Marchés publics de son site Internet) ou de rendre publiques par d'autres moyens les informations concernant les marchés attribués, y compris les noms et adresses des entrepreneurs, une description des biens et services fournis et leur valeur.

6. CONDITIONS GÉNÉRALES DES BONS DE COMMANDE

Le bon de commande constitue le contrat entre l'OMS et le soumissionnaire retenu. Le bon de commande émis en faveur du soumissionnaire retenu (« le contrat ») devra comprendre, sauf disposition contraire expressément convenue par écrit, les conditions générales ci-jointes à l'**annexe 3** du présent appel d'offres.

Sauf indication contraire dans le bon de commande, l'OMS n'a aucune obligation d'acheter une quantité minimum de biens auprès de l'entrepreneur, et l'OMS n'a aucune limite quant à son droit d'obtenir des biens de même nature, qualité et quantité telles que décrites dans le bon de commande, auprès de toute autre source à tout moment.

Sauf indication contraire, dans le cas où le contrat est un accord à long terme, l'entrepreneur offre les mêmes prix et conditions que ceux convenus avec l'OMS dans le cadre du contrat aux autres institutions intéressées du système des Nations Unies et aux organisations autorisées à effectuer des achats par l'intermédiaire de l'OMS, étant entendu que chacune de ces institutions et organisations aura la responsabilité de conclure et d'administrer indépendamment son propre contrat avec l'entrepreneur. L'entrepreneur doit prendre en compte les quantités supplémentaires de biens achetées par toutes les institutions du système des Nations Unies et d'autres organisations comme susmentionné afin de réduire davantage les prix pour l'OMS et ces autres institutions et organisations.

6.1. Liste des annexes

| | |
|----------|---|
| Annexe 1 | Offre technique |
| Annexe 2 | Offre commerciale |
| Annexe 3 | Conditions générales des bons de commande |
| Annexe 4 | Informations sur les soumissionnaires |
| Annexe 5 | Formulaire de déclaration sur l'honneur |
| Annexe 6 | Engagement de confidentialité |

Appel d'offres

Annexe 1 : Offre technique

Appel d'offres

Annexe 2 : Offre commerciale

Appel d'offres

Annexe 3 : Conditions générales des bons de commande

CONDITIONS GÉNÉRALES

1. CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT

Le présent bon de commande, une fois accepté par le fournisseur en signant et en retournant le Document d'accusé de réception ou en livrant les biens spécifiés dans le présent document, constitue un contrat juridiquement contraignant entre l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le fournisseur. Le contrat entre les parties est exclusivement soumis aux conditions générales énoncées ci-dessous. Les conditions contractuelles du fournisseur, qu'elles soient contenues dans l'offre, les factures ou tout autre document, sont exclues. Au cas où ce bon de commande contient des dispositions qui sont contraires aux dispositions contenues dans l'offre du fournisseur, les dispositions du présent bon de commande prévaudront.

2. DATE DE LIVRAISON

La date de livraison s'entend de la date à laquelle les biens doivent être disponibles au lieu indiqué à la rubrique « Conditions de livraison » du bon de commande.

3. MODALITÉS DE PAIEMENT

- (a) Une fois que les conditions de livraison ont été remplies, sauf indication contraire fournie dans le bon de commande, l'OMS effectue le paiement dans les 30 jours suivant la réception de la facture du fournisseur pour les biens et de copies des documents d'expédition d'usage spécifiés dans le bon de commande.
- (b) Le paiement contre la facture susmentionnée prendra en compte toute remise indiquée dans les conditions de paiement, pourvu que le paiement soit effectué dans le délai mentionné dans les conditions de paiement du bon de commande.
- (c) Sauf autorisation de l'OMS, une facture distincte doit être soumise pour chaque bon de commande. Chaque facture doit indiquer le numéro d'identification du bon de commande correspondant.
- (d) Les prix indiqués dans le bon de commande ne peuvent être augmentés, sauf avec l'accord exprès écrit de l'OMS.
- (e) L'inspection avant expédition ne dégage pas le fournisseur de ses obligations contractuelles.
- (f) L'OMS doit disposer d'un délai raisonnable après la livraison des biens pour les inspecter et pour rejeter ou refuser des biens non conformes au bon de commande ; le règlement des biens conformément au bon de commande ne doit pas être considéré comme constituant une acceptation des biens par l'OMS.

4. EXONÉRATION FISCALE

Le prix prend en compte toute exonération fiscale à laquelle l'OMS peut prétendre en raison de l'immunité dont elle jouit. L'OMS est, en règle générale, exonérée de tout impôt direct, droit de douane et retenue similaire, et le fournisseur consulte l'OMS aux fins d'éviter l'imposition de ces frais à propos de ce bon de commande, ainsi que des biens fournis. En ce qui concerne les droits d'accise et autres taxes imposées sur la vente de biens (par exemple, la TVA), le fournisseur s'engage à vérifier, en concertation avec l'OMS si dans le pays où la TVA serait à payer, l'OMS est exonérée de cette taxe à la source, ou si elle a le droit de demander à se la faire rembourser. Si l'OMS est exonérée de TVA, cela sera indiqué sur la facture, tandis que si l'OMS peut en demander le remboursement, le fournisseur convient de mentionner ces taxes sur ses factures comme un élément distinct et, dans la mesure nécessaire, de coopérer avec l'OMS pour permettre le remboursement de ces taxes.

5. LICENCE D'EXPORTATION

Le bon de commande est soumis à l'obtention par le fournisseur de toute licence d'exportation ou autre autorisation gouvernementale nécessaire. Il sera de la responsabilité du fournisseur d'obtenir cette licence ou cette autorisation. Cependant, l'OMS fournira toute assistance relevant de sa compétence, à la demande raisonnable du fournisseur. En cas de refus d'une licence d'exportation ou de toute autre autorisation gouvernementale nécessaire, le bon de commande sera annulé et toutes les réclamations entre les parties automatiquement abandonnées. Pour une demande de licence d'exportation et pour des besoins de contrôle des changes, la source des fonds ou le type de compte à partir duquel sera effectué le paiement de cette commande est indiqué au verso.

6. RISQUE DE PERTE, DOMMAGES OU DESTRUCTION

Le risque de perte, de dommages ou de destruction des biens est à la charge du fournisseur jusqu'à ce que la livraison physique des biens ait été effectuée conformément au bon de commande.

7. CONVENANCE DES BIENS OU DE L'EMBALLAGE

Le fournisseur garantit que les biens, y compris le conditionnement adéquat, sont conformes au cahier des charges et conviennent à l'objet pour lequel ces biens sont habituellement utilisés et aux fins expressément portées à la connaissance du fournisseur par l'OMS, et sont exempts de défauts de fabrication et de matériel. Le fournisseur garantit que les biens sont confinés ou emballés comme il convient afin de les protéger.

8. GARANTIE

Le fournisseur garantit que l'utilisation ou la fourniture par l'OMS des biens livrés au titre du bon de commande ne violent aucun brevet, nom commercial, marque commerciale ou autre droit de tiers. De plus, le fournisseur doit, conformément à la présente garantie, indemniser, défendre et dégager l'OMS de toute action ou réclamation portée contre elle et se rapportant à la violation alléguée d'un brevet, modèle, nom commercial, marque commerciale ou autre droit de tiers.

9. CAS DE FORCE MAJEURE

Aucune des parties au bon de commande ne doit être tenue pour responsable du retard dans l'exécution dudit bon de commande en raison d'un cas de force majeure, de grèves, d'une période de suspension des importations, d'une guerre, de troubles civils ou d'autres facteurs indépendants de sa volonté.

10. DROITS DE L'OMS

En cas de non-respect par le fournisseur des conditions du bon de commande, y compris notamment la non-obtention des licences d'exportation nécessaires, ou la non-livraison de tout ou partie des biens aux dates convenues, l'OMS peut, après avoir donné au fournisseur un préavis raisonnable et sans préjudice de tous autres droits ou recours, exercer un ou plusieurs des droits suivants :

- (a) Acquérir tout ou partie des biens auprès d'autres sources, et dans ce cas l'OMS peut tenir le fournisseur responsable de tous les coûts supplémentaires ainsi occasionnés ;
- (b) Refuser de prendre livraison de tout ou partie des biens ; et/ou
- (c) Résilier le bon de commande.

11. INDEMNISATION

Le fournisseur indemnise l'OMS, le gouvernement et toute autre partie réceptionnant les biens livrés en vertu des présentes et les garantit contre tous dommages, réclamations, pertes, frais et dépenses découlant de tout(e) blessure, maladie ou décès de personnes ou tout(e) perte ou dommage aux biens, causé par la faute ou la négligence du fournisseur. L'OMS donne rapidement au fournisseur un préavis de tout(e) réclamation, dommage, perte, coût et dépense et coopère de façon raisonnable avec le fournisseur.

12. CESSION ET INSOLVABILITÉ

- (a) Le fournisseur ne peut céder, transférer, donner en gage ou faire toute autre aliénation du bon de commande ou d'une partie de celui-ci, ou de l'un de ses droits, créances ou obligations en vertu du présent bon de commande, sauf avec le consentement écrit préalable de l'OMS.
- (b) Si le fournisseur est déclaré en faillite ou en liquidation, devient insolvable, effectue une cession au profit de ses créanciers, ou si un curateur est nommé en raison de l'insolvabilité du fournisseur, l'OMS peut, sans préjudice de tout autre droit ou recours qu'elle peut avoir en vertu de ces conditions générales, résilier immédiatement le présent bon de commande. Le fournisseur doit immédiatement informer l'OMS de la survenance de l'un des événements susmentionnés.

13. UTILISATION DU NOM ET DE L'EMBLÈME DE L'OMS

Sans approbation écrite préalable de l'OMS, le fournisseur ne peut, dans une déclaration ou un support à caractère publicitaire ou promotionnel, mentionner ce bon de commande ou sa relation avec l'OMS, ou autrement utiliser le nom (ou une abréviation de celui-ci) et/ou l'emblème de l'OMS.

14. RESPECT DES CODES ET POLITIQUES DE L'OMS

En acceptant ce bon de commande, le fournisseur reconnaît qu'il a lu les Politiques de l'OMS (telles que définies ci-dessous), et qu'il les accepte et convient de s'y conformer. En lien avec ce qui précède, le fournisseur prendra des mesures appropriées afin de prévenir et répondre à toute violation des normes de conduite, telles que décrites dans les Politiques de l'OMS, par ses employés et toute autre personne engagée par le fournisseur pour fournir des biens au titre du présent bon de commande. Sans limiter la portée de ce qui précède, le fournisseur signalera immédiatement à l'OMS, conformément aux dispositions des Politiques de l'OMS applicables, toute violation réelle ou présumée dont il a connaissance concernant toute Politique de l'OMS. Aux fins du présent bon de commande, l'expression « Politiques de l'OMS » désigne collectivement :

i) le Code d'éthique et de déontologie de l'OMS, ii) la Politique de l'OMS relative à la prévention et à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, (iii) la Politique de l'OMS relative à la prévention et la lutte contre les comportements abusifs, iv) le Code de conduite de l'OMS pour une recherche responsable, v) la Politique de l'OMS sur le signalement des actes répréhensibles et la protection contre les représailles, et vi) le Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, y compris leurs modifications éventuelles et qui sont publiquement accessibles sur le site internet de l'OMS aux liens suivants : <http://www.who.int/about/finances-accountability/procurement/en/> pour ce qui est du Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies, et <http://www.who.int/about/ethics/en/> pour ce qui est des autres Politiques de l'OMS.

15. TOLÉRANCE ZÉRO POUR L'EXPLOITATION ET LES ABUS SEXUELS, LE HARCELEMENT SEXUEL AINSI QUE TOUTE AUTRE FORME DE COMPORTEMENT ABUSIF

L'OMS applique la tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels, de harcèlement sexuel et de toute autre forme de comportement abusif. À cet égard, et sans limiter la portée de toute autre disposition du présent bon de commande, le fournisseur garantit qu'il : (i) prendra toutes les mesures raisonnables et appropriées pour prévenir tout acte d'exploitation et d'abus sexuels tels que décrits dans la Politique de l'OMS relative à la prévention et la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et/ou tout acte de harcèlement sexuel ou de toute autre forme de comportement abusif tels que décrits dans la Politique de l'OMS relative à la prévention et la lutte contre les comportements abusifs commis par l'un de ses employés et toute autre personne engagée par lui pour fournir des biens au titre du bon de commande ; et (ii) signalera immédiatement à l'OMS et donnera suite à toute violation réelle ou présumée de

l'une ou l'autre de ces Politiques dont il a connaissance, conformément à leurs dispositions respectives.

16. DÉCLARATION RELATIVE AU TABAC ET AUX ARMES

Les fournisseurs peuvent être appelés à divulguer les liens qu'ils pourraient entretenir avec l'industrie du tabac et/ou de l'armement en remplissant la Déclaration de l'OMS sur le tabac et les armes. Au cas où l'OMS demande au fournisseur de remplir cette Déclaration, le fournisseur s'engage à ne pas permettre que les biens soient livrés jusqu'à ce que l'OMS ait évalué les renseignements divulgués et confirmé au fournisseur par écrit que les biens peuvent être livrés.

17. LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET SANCTIONS DE L'ONU ; FRAUDE ET CORRUPTION

Le fournisseur garantit pendant toute la durée du bon de commande que :

- (i) il n'est et ne sera impliqué dans aucune entité ou associé à aucune personne ou entité liée au terrorisme, tel que décrit dans tout régime de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies, qu'il ne versera pas d'argent ni ne fournira aucun soutien d'aucune autre nature à une telle personne ou entité et qu'il ne s'engagera dans aucune relation de travail ou de sous-traitance avec une telle personne ou entité ;
- (ii) il ne se livre à aucun(e) activité illégale, acte de corruption, de fraude, de collusion ou de coercition (y compris le versement de pots-de-vin, le vol et autres détournements de fonds) dans le cadre de l'exécution du bon de commande ; et
- (iii) le fournisseur prend toutes les précautions nécessaires pour empêcher le financement du terrorisme et/ou tout acte illégal, de corruption, de fraude, de collusion ou de coercition (y compris le versement de pots-de-vin, le vol et autres détournements de fonds) dans le cadre de l'exécution du bon de commande.

Tout paiement utilisé par le fournisseur pour la promotion de toute activité terroriste ou de toute pratique illégale, de corruption, de fraude, de collusion ou de coercition est remboursé à l'OMS sans délai.

18. VIOLATION DE DISPOSITIONS ESSENTIELLES

Le fournisseur reconnaît et convient que chacune des dispositions des paragraphes 14, 15, 16 et 17 des présentes constitue un élément essentiel du bon de commande, et qu'en cas de violation de l'une de ces dispositions, l'OMS peut, à sa seule discrétion, décider de :

- (i) résilier le présent bon de commande et/ou tout autre contrat conclu par l'OMS avec le fournisseur, immédiatement par avis écrit au fournisseur, sans aucune responsabilité pour les frais de résiliation ou autre responsabilité d'aucune sorte ; et/ou
- (ii) exclure le fournisseur de tout processus d'appel d'offres en cours ou à venir et/ou de l'établissement de toute relation contractuelle ou de collaboration à l'avenir avec l'OMS.

L'OMS est en droit de signaler toute violation de ces dispositions à ses propres organes directeurs, à d'autres institutions des Nations Unies et/ou aux donateurs.

19. PUBLICATION DES ACCORDS

Sous réserve des considérations de confidentialité, l'OMS peut reconnaître publiquement l'existence de ce bon de commande et rendre publics et/ou divulguer par ailleurs le nom et le pays d'immatriculation du fournisseur, ainsi que des informations d'ordre général sur les biens fournis et la valeur du bon de commande. Cette divulgation se fera conformément à la politique de divulgation de l'information de l'OMS et aux dispositions de ce bon de commande.

20. VÉRIFICATION

L'OMS peut demander un contrôle financier et opérationnel ou une vérification des biens livrés par le fournisseur au titre du présent bon de commande, qui sera réalisé(e) par l'OMS et/ou des parties autorisées par l'OMS, et le fournisseur s'engage à faciliter ce contrôle ou cette vérification. Ce contrôle ou cette vérification peut être effectué(e) à tout moment durant la période de fourniture des biens au titre du présent bon de commande, ou dans les cinq années

suivant la fourniture des biens. Afin de faciliter ce contrôle financier et opérationnel ou cette vérification, le fournisseur tient des comptes et registres précis et systématiques des biens fournis au titre du présent bon de commande.

Le fournisseur met à la disposition de l'OMS et/ou des parties autorisées par l'OMS, sans restriction :

- (i) les livres, registres et systèmes du fournisseur (y compris toutes les informations financières et opérationnelles pertinentes) relatives à ce bon de commande ; et
- (ii) un accès raisonnable aux locaux et au personnel du fournisseur.

Le vendeur fournit des explications satisfaisantes à toutes les questions soulevées dans le cadre de la vérification et relativement aux droits d'accès susmentionnés.

L'OMS peut demander au fournisseur des informations complémentaires sur les biens livrés au titre du présent bon de commande qui sont raisonnablement disponibles, y compris les conclusions et les résultats d'une vérification (interne ou externe) menée par le fournisseur et portant sur les fournis au titre du présent bon de commande.

21. DISPOSITIONS RESTANT EN VIGUEUR

Les dispositions du présent bon de commande qui sont destinées, en raison de leur nature, à demeurer en vigueur à son expiration ou à une résiliation anticipée continuent de s'appliquer.

22. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Toute question relative à l'interprétation ou à l'application du présent bon de commande qui n'est pas couverte par ses clauses est résolue par référence au droit suisse. Tout différend relatif à l'interprétation ou l'application de ce bon de commande, à moins d'être réglé à l'amiable, est soumis à la conciliation. En cas d'échec de cette procédure, le différend est réglé par arbitrage. L'arbitrage est conduit conformément à des modalités à convenir entre les parties ou, à défaut d'accord, au règlement d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale. Les parties acceptent la décision arbitrale comme étant définitive.

23. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Rien dans le présent bon de commande n'est réputé constituer une renonciation à aucun des privilèges et immunités dont jouit l'OMS et/ou soumettre l'OMS à la juridiction d'un tribunal national, quel qu'il soit.

Appel d'offres

Annexe 4 : Informations sur les soumissionnaires

| Informations requises |
|--|
| 1. Informations sur la société |
| Énoncé de mission de la société (<i>y compris son statut en tant qu'organisation à but lucratif ou non lucratif</i>) |
| Accréditations |
| Présence géographique |
| Capacité logistique |
| Capacité de stockage |
| États financiers déclarés des trois (3) dernières années ¹ |
| 2. Informations légales |
| Antécédents de faillite |
| Procès et litiges majeurs en instance et pouvant aboutir à des pertes supérieures à 100 000 dollars É.-U. |
| Procès pénaux ou civils en instance |
| 3. Expérience et coordonnées des références |
| Projets contractuels pertinents (avec d'autres institutions ou sous-traitants des Nations Unies) |
| 4. Projet d'accord de sous-traitance incluant des informations sur les sous-traitants (<i>comme aux points 1, 2 et 3 ci-dessus pour chaque sous-traitant</i>) |

Appel d'offres

Annexe 5 : Formulaire de déclaration sur l'honneur

Applicable aux sociétés publiques et privées

<SOCIÉTÉ> (la « Société ») déclare par les présentes à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ce qui suit :

- a. elle n'est ni en faillite ni en liquidation ; ses affaires ne sont pas sous administration judiciaire ; elle n'a pas conclu d'accord avec des créanciers ; ses activités ne sont pas en suspension ; elle n'est l'objet d'aucune procédure sur ces questions et n'est pas dans une situation analogue résultant d'une procédure similaire prévue par la législation ou la réglementation nationale ;
- b. elle est solvable et en mesure de continuer à mener ses activités pendant la période prévue au contrat après sa signature, si un contrat lui est attribué par l'OMS ;
- c. elle-même ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur la société n'ont pas été reconnues coupables d'une infraction concernant leur conduite professionnelle par un jugement définitif ;
- d. elle-même ou des personnes ayant le pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle sur elle n'ont pas fait l'objet d'un jugement définitif ou d'une décision administrative définitive pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite d'êtres humains ou toute autre activité illégale ;
- e. elle respecte toutes ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et au paiement des impôts conformément à la législation nationale ou aux règlements du pays où la société est établie ;
- f. elle n'est pas l'objet d'une sanction administrative pour déformation d'une information requise comme condition de participation à une procédure de passation de marché ou pour défaut de fourniture de telles informations ;
- g. elle a déclaré à l'OMS toute circonstance pouvant donner lieu à un conflit d'intérêts ou à un conflit d'intérêts potentiel en rapport avec la passation de marchés en cours ;
- h. elle n'a pas accordé et n'accordera pas, n'a pas cherché et ne cherchera pas, n'a pas essayé et n'essaiera pas d'obtenir, et n'a pas accepté et n'acceptera aucun avantage direct ou indirect (financier ou autre) découlant d'un marché public ou de l'attribution de celui-ci ;
- i. elle se conforme au Code de conduite des fournisseurs des Nations Unies ;
- j. elle applique la tolérance zéro en matière d'exploitation et d'abus sexuels, de harcèlement sexuel ainsi que de toute autre forme de comportement abusif et a adopté des procédures appropriées pour prévenir et répondre à tout acte d'exploitation et d'abus sexuels, de harcèlement sexuel ainsi que de toute autre forme de comportement abusif.

La société comprend qu'une fausse déclaration ou la non-divulgation d'informations pertinentes pouvant influencer sur la décision de l'OMS d'attribuer un contrat peut entraîner la disqualification de la société du processus d'appel d'offres et/ou le retrait d'une proposition de contrat avec l'OMS. En outre, au cas où un contrat a déjà été attribué, l'OMS est en droit de résilier le contrat avec effet immédiat, en plus des autres recours contractuels ou juridiques dont peut disposer l'OMS.

| | |
|--|---------------------------------------|
| Nom de l'entité : | [.....] |
| Adresse postale : | [.....] Click here to enter text.] |
| Nom et titre du représentant dûment autorisé : | [.....] |
| Date : | [.....] |
| Signature : | |

Appel d'offres

Annexe 6 : Engagement de confidentialité

1. L'Organisation mondiale de la Santé (OMS), par l'intermédiaire de son Département de **Saisir Texte**, a accès à des informations relatives à **Saisir Texte** qu'elle considère comme sa propriété ou celle d'entités qui collaborent avec elle (ci-après dénommée « l'Information »).
2. L'OMS est disposée à fournir l'Information au/à la Soussigné(e) dans le but de lui permettre de préparer une réponse à l'appel d'offres (RFP) pour le projet [**Saisir texte**] (« le But »), pour autant que le/la Soussigné(e) s'engage à garder l'Information confidentielle et exclusive, à utiliser l'Information uniquement pour le But susmentionné et à ne la révéler qu'à des personnes qui ont besoin de la connaître pour le But et qui sont liées par les mêmes obligations de confidentialité et de non-utilisation que celles prévues dans le présent Engagement de confidentialité.
3. Le/la Soussigné(e) s'engage à considérer l'Information comme confidentielle et comme la propriété de l'OMS ou d'entités qui collaborent avec elle, et accepte de prendre toutes les mesures raisonnables pour s'assurer que l'Information ne sera pas utilisée, divulguée ou copiée, en tout ou partie, autrement que comme prévu au paragraphe 2 ci-dessus. Le/la Soussigné(e) ne sera toutefois pas tenu(e) au respect desdites obligations si il/elle peut clairement démontrer que l'Information :
 - a) était connue de lui/elle avant qu'elle ne lui soit révélée par l'OMS (ce qui doit être attesté par des documents écrits ou d'autres éléments de preuve pertinents) ;
 - b) faisait partie du domaine public au moment de sa divulgation au/à la Soussigné(e) par l'OMS ou au nom de cette dernière ;
 - c) tombe dans le domaine public sans qu'aucune faute n'ait été commise par le/la Soussigné(e) ; ou
 - d) a été communiquée au/à la Soussigné(e) par un tiers sans violation d'aucune obligation légale de confidentialité (ce qui doit être attesté par des documents écrits ou d'autres éléments de preuve pertinents).
4. Le/la Soussigné(e) s'engage par ailleurs à ne pas utiliser l'Information pour obtenir un quelconque bénéfice, gain ou avantage, entre autres en échangeant des titres directement ou par l'intermédiaire de tiers, en donnant des conseils d'achat et de vente de titres ou en communiquant à des tiers des informations aux fins d'échanger des titres.
5. À la demande de l'OMS, le/la Soussigné(e) doit retourner immédiatement toute copie de l'Information à l'OMS.
6. Les obligations du Soussigné sont d'une durée indéterminée et ne prennent pas fin à la cessation du processus d'appel d'offres susmentionné.
7. Tout différend découlant du présent Engagement de confidentialité ou relatif à celui-ci, y compris en ce qui concerne sa validité, son interprétation ou son application, est soumis à une conciliation s'il n'est pas réglé à l'amiable. Si le différend n'est pas réglé par la conciliation dans un délai de trente (30) jours, il est soumis à un arbitrage conduit selon des modalités ayant fait l'objet d'un accord entre le/la Soussigné(e) et l'OMS ou, à défaut d'un accord obtenu dans un délai de trente (30) jours suivant la notification écrite de l'intention d'entamer un arbitrage, conformément aux règles d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale. Le/la Soussigné(e) et l'OMS reconnaissent que la sentence arbitrale est définitive.
8. Rien dans le présent Engagement de confidentialité ni aucune divulgation d'Information au/à la Soussigné(e) en application de ses dispositions ne saurait impliquer ni ne peut être interprété comme impliquant une renonciation aux privilèges et immunités dont bénéficie l'OMS au regard du droit national et international, ni ne permet de soumettre l'OMS à une quelconque juridiction nationale.

Convenu et accepté :

| | |
|-------------------|---------------------------|
| Nom de l'entité : | [.....] |
| Adresse postale : | [.....] |

| | |
|--|-------------------------|
| | <div></div> <div></div> |
| Nom et titre du représentant dûment autorisé : | <div></div> |
| Signature : | |
| Date : | <div></div> |